

Forum Afrique-Amériques 2024 sur la Chine

Résumés des sessions plénières et des groupes de discussion

Pour la deuxième année consécutive, l'Université Internationale de Floride (FIU) a réuni 23 experts et plus de 100 participants d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes pour comparer et contraster la manière dont la République populaire de Chine s'engage dans ces deux régions. Le thème de cette année était le « Transrégionalisme », où les participants ont cherché à identifier et développer de nouveaux cadres et méthodologies pour étudier l'engagement de la RPC dans le Sud global. Les participants provenaient d'institutions telles que l'Université Howard, l'Institut d'études avancées de Yale, FLACSO Argentine, l'Université de Witwatersrand (Afrique du Sud), l'Université de Pretoria (Afrique du Sud), l'Université internationale des États-Unis (Kenya), le Centre Afrique-Chine des relations internationales, le Global China Hub du Conseil de l'Atlantique et l'Institut américain de la paix.

Session plénière : Méthodologies/Cadres pour le Transrégionalisme

Dans son discours d'ouverture, Leland Lazarus, directeur adjoint de l'Institut Gordon de la FIU, a souligné la nécessité de cadres pour étudier l'influence transrégionale de la Chine, compte tenu des jeunes populations, de la richesse en ressources et des liens historiques partagés entre l'Afrique et l'Amérique latine. Paul Nantulya (Centre africain d'études stratégiques) a mentionné qu'il existe déjà des mécanismes reliant les deux continents (par exemple, le Forum de commerce et d'investissement Afri-Caribbean et le FOCAC/CELAC) et que ces mécanismes peuvent être utilisés pour partager les meilleures pratiques.

Le panel plénier, comprenant la Dr. Tatiana Carayannis (Institut d'études avancées), le Dr. Bob Wekesa (Université de Witwatersrand), la Dr. Pavithra Jayawardena (Université de Colombo) et le Dr. Mengshu Zhan (Université de Johannesburg et Université Howard), a présenté des perspectives critiques sur la recherche transrégionale, discutant de la manière dont les études régionales peuvent limiter une compréhension complète de l'influence de la Chine. Ils ont également souligné que certains universitaires du Sud global n'ont pas passé suffisamment de temps en Chine ou ne parlent pas chinois, ce qui fausse les perspectives locales sur la Chine. De plus, davantage d'universités en Afrique et en Amérique latine devraient créer des départements d'études chinoises ou asiatiques pour former la prochaine génération d'universitaires qui comprennent vraiment cette relation.

Sessions de Groupes de Discussion :

Gestion de la Dette

Le panel « Gestion de la Dette » a examiné l'évolution des dynamiques des prêts chinois en Afrique et en Amérique latine. Henry Tugendhat de l'Institut américain pour la paix et Yufan Huang de l'Université Cornell ont apporté des éclairages sur les tendances des prêts chinois, les défis et l'avenir de la diplomatie de la dette. Les banques chinoises, en particulier la Banque Exim de Chine, continuent de soutenir des projets d'infrastructure en Afrique, bien que les prêts de la Banque de Développement de Chine aient diminué depuis 2016. Récemment, les banques privées chinoises sont entrées prudemment sur les marchés de la dette africaine, signalant un changement de paysage. Des projets comme le barrage de Kakuta Cabeza en Angola illustrent les investissements significatifs de la Chine dans les infrastructures, tandis que des pays africains comme la Zambie et l'Angola s'efforcent de réformer leurs pratiques de gestion de la dette, en centralisant le contrôle pour assurer la transparence.

Cependant, les prêts chinois rencontrent de nombreux défis. De nombreux pays africains ont du mal avec la planification économique et la corruption, tandis que les projets d'infrastructure entraînent souvent une dette insoutenable. Par exemple, les investissements du Laos dans des projets de barrages non nécessaires ont augmenté les charges de la dette sans générer de revenus adéquats, et sans un allègement robuste de la dette, ces crises restent non résolues. La diplomatie de la dette chinoise fait également face à des obstacles en matière de rééchelonnement bilatéral, soulevant des débats internes sur sa durabilité et les implications pour les relations diplomatiques, en particulier lorsque des pays comme l'Angola recherchent à plusieurs reprises un allègement. L'implication progressive de la Chine dans les cadres financiers multilatéraux comme le Fonds monétaire international (FMI) pose également des questions stratégiques, notamment face aux différends sur le pouvoir de vote, qui affectent les dynamiques de restructuration de la dette à l'échelle mondiale.

La session a abordé les stratégies de dette de la Chine, en particulier sa dépendance au rééchelonnement bilatéral plutôt qu'aux cadres multilatéraux comme le Club de Paris. Bien que cette approche offre un levier diplomatique, le rééchelonnement bilatéral répété a conduit à des pertes financières et suscité des inquiétudes quant à sa viabilité à long terme. De plus, la stratégie des prêts adossés à des ressources, historiquement privilégiée par les banques chinoises, n'a pas toujours prouvé sa fiabilité, comme le démontrent les défauts de paiement du Venezuela sur les prêts adossés au pétrole.

Un défi unique dans les pratiques de prêt de la Chine est la fragmentation institutionnelle. Contrairement aux structures centralisées de gestion de la dette des pays du G7, les banques chinoises opèrent avec une coordination limitée, traitant souvent les négociations de manière indépendante. Cela a conduit à des incohérences dans la gestion de la dette, et des comparaisons ont été faites avec l'approche structurée du Japon, qui pourrait offrir des leçons à la Chine alors qu'elle adapte ses pratiques.

Les banques chinoises ont également dû apprendre rapidement à protéger leurs investissements, car des mécanismes traditionnels comme les comptes séquestres (escrow) n'ont pas empêché les défauts. Pour protéger leurs intérêts, les banques chinoises recherchent maintenant des garanties souveraines pour le financement de projets. Il y a également un intérêt croissant pour le cofinancement avec des entités multilatérales comme la Banque

mondiale, car le partage des risques peut améliorer la viabilité des projets et résoudre les problèmes de prêts à long terme.

En réponse à la perception selon laquelle les prêts chinois sont prédateurs, l'intervenant a soutenu que la plupart des prêts chinois sont structurés commercialement, avec des conditions similaires à celles des autres prêteurs internationaux. Néanmoins, des appels à une plus grande transparence persistent, exhortant la Chine à clarifier ses pratiques de prêt et à permettre une évaluation plus équilibrée de son rôle sur les marchés de la dette mondiale.

À l'avenir, le forum a suggéré que la Chine pourrait réduire ses prêts pour les projets d'infrastructure à haut risque, à moins que de meilleurs mécanismes de gestion des risques ne soient mis en place. Malgré les défis, les besoins d'infrastructure de l'Afrique sont immenses, créant une demande continue de financement externe. La session a souligné le potentiel pour la Chine d'adopter des conditions concessionnelles et de renforcer la coopération multilatérale pour répondre aux besoins de l'Afrique de manière durable.

La discussion s'est conclue par un accent mis sur la compréhension des dynamiques de la dette africaine et les implications des stratégies de dette de la Chine sur ces économies. Si la Chine affine son approche, en tirant des enseignements de l'expérience du Japon, elle peut contribuer à un environnement financier plus stable pour les pays africains. La nécessité d'un engagement multilatéral accru et de transparence sera essentielle pour que la Chine maintienne son rôle dans le développement de la région, contrant les idées reçues sur ses pratiques de prêt tout en soutenant une croissance durable en Afrique et en Amérique latine.

Chaînes d'Approvisionnement Sécurisées et Minéraux Critiques

La session « Chaînes d'Approvisionnement Sécurisées et Minéraux Critiques » s'est concentrée sur la géopolitique des minéraux critiques, en particulier les rôles de la Chine et des États-Unis en Afrique et en Amérique latine. Christian Geraud Neema du projet Chine-Sud Global a ouvert la discussion en soulignant la nécessité pour les nations africaines d'aligner leur compréhension des minéraux critiques, essentiels pour les transitions technologiques et énergétiques vertes. Actuellement, les nations africaines manquent d'une stratégie cohérente, et beaucoup de pays ne contrôlent pas ou ne profitent pas directement de leurs ressources en raison de la propriété étrangère dans le secteur minier. Cela est aggravé par la domination de la Chine dans les minéraux, en particulier le lithium, avec des investissements importants en Argentine et au Chili, qui servent de centres essentiels pour la production de lithium. Les entreprises chinoises utilisent des investissements brownfield, évitant les projets greenfield plus risqués, et acquièrent souvent progressivement des entreprises locales pour contrôler les opérations minières.

L'influence de la Chine ne se limite pas à l'Afrique, mais s'étend à l'Amérique latine, en particulier en Argentine, où elle domine l'extraction de lithium. En 2024, 65 % des exportations de lithium de l'Argentine sont allées à la Chine, avec des entreprises d'État chinoises (SOE) acquérant progressivement la propriété totale de projets clés. La Dre Juliana Gonzalez Jauregui

de FLACSO Argentine a souligné que la mainmise de la Chine sur le marché du lithium — leader dans le raffinage, la production de batteries et de composants — renforce sa position dans la chaîne d'approvisionnement pour les énergies renouvelables et les véhicules électriques (VE). Cette dépendance a des implications environnementales, car les opérations chinoises non contrôlées en Amérique latine ont souvent des effets néfastes sur les communautés locales. Gonzalez a noté que, tandis que le Chili essaie d'industrialiser son secteur minier de manière indépendante, des pays comme la Bolivie manquent de ressources et de stabilité pour faire de même.

La conversation a également abordé le rôle de la technologie dans la chaîne de valeur des minéraux critiques. L'intelligence artificielle (IA) et les grandes technologies sont considérées comme des outils potentiels pour rationaliser les opérations, bien que Neema ait soutenu que l'Afrique doit se positionner dans la chaîne d'approvisionnement pour bénéficier pleinement de ses ressources. Cependant, le secteur technologique de l'Afrique manque actuellement de développement au-delà de l'extraction, et une grande partie des processus à valeur ajoutée se déroule en dehors du continent. Neema et Gonzalez ont convenu que l'augmentation des fonds de recherche et développement (R&D) en Afrique et en Amérique latine pourrait aider ces régions à capturer davantage de valeur de leurs ressources, réduisant potentiellement leur dépendance à l'investissement étranger et renforçant leur autonomie technologique.

En abordant les défis environnementaux et réglementaires associés aux minéraux critiques, les intervenants ont comparé les approches d'investissement des États-Unis et de la Chine. Les États-Unis ont été prudents, préférant les investissements axés sur l'innovation, tandis que la Chine s'est engagée de manière agressive dans les marchés étrangers des minéraux. Neema a soutenu que les investissements américains pourraient mieux rivaliser avec ceux de la Chine en adoptant l'innovation et en offrant des options de financement alternatives pour les nations africaines.

La session a souligné les défis de la progression dans la chaîne de valeur par la production de produits finis. Actuellement, les pays africains se concentrent largement sur l'extraction, avec des initiatives limitées pour établir des industries en aval comme la fabrication de batteries ou la gestion des ressources par IA. Construire un secteur technologique ou IA en Afrique nécessiterait un investissement substantiel en R&D, ce qui pourrait changer le rôle de la région dans les transitions technologiques mondiales. Cependant, pour y parvenir, il faut surmonter la concurrence entre les pays africains et latino-américains, chacun cherchant à prendre la tête de la coopération en matière de minéraux. Par exemple, un accord de 2022 entre la Zambie et la Chine pour créer une chaîne de valeur du lithium a échoué en raison de différends de propriété.

La discussion s'est conclue par des réflexions sur les subventions mondiales dans le secteur minier, qui compliquent le commerce au sein de marchés réglementés comme ceux des États-Unis et de l'UE. Ces réglementations laissent souvent les pays latino-américains coincés en tant que fournisseurs de matières premières, incapables de capturer la valeur de traitements supplémentaires. Malgré l'intérêt mondial pour les minéraux critiques, les investissements privés restent concentrés sur l'Amérique latine, étant donné les risques perçus plus élevés en Afrique.

En résumé, la session a mis en lumière la nécessité urgente pour les nations africaines et latino-américaines de développer des stratégies cohérentes en matière de minéraux, d'investir dans la R&D et de construire des industries locales. Bien que la compétition éclipse souvent la coopération, les alliances stratégiques et le financement accru dans les projets axés sur la technologie pourraient renforcer l'influence de ces régions dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, répondant aux défis de durabilité économique et environnementale posés par le secteur des minéraux critiques.

Climat et Environnement

La session « Changement Climatique et Protection de l'Environnement » a examiné les défis et opportunités de la durabilité environnementale en Afrique et en Amérique latine, en mettant l'accent sur l'impact du changement climatique, l'extraction des ressources et la compétition mondiale pour les minéraux critiques. Cette discussion a souligné l'importance de l'expertise locale pour comprendre les dynamiques transrégionales et comment la Chine et les États-Unis s'engagent différemment dans ces régions. César Gamboa (Derecho Ambiente y Recursos Naturales au Pérou), la Dre Mónica Núñez Salas (Université du Minnesota) et Kennedy Manduna (Université de Witwatersrand, Afrique du Sud) ont souligné la nécessité de recherches comparatives pour identifier les tendances dans les investissements de la Chine en Afrique et en Amérique latine, notant cependant que de telles analyses risquent de simplifier à l'excès des questions complexes.

La session a exploré l'influence du changement climatique et de l'extraction des ressources sur les systèmes sociaux et environnementaux. Par exemple, la demande de lithium du « Triangle du Lithium » (Bolivia, Argentine et Chili) a exercé des pressions environnementales sur les terres indigènes et les communautés locales. Dans l'Amazonie, la déforestation et les incendies se sont aggravés en raison des exigences des chaînes d'approvisionnement mondiales, de la consommation de viande et du défrichage des terres. Ces pressions ont des répercussions environnementales et sociales, alimentant des problèmes comme la traite des êtres humains le long des corridors de développement, tels que l'autoroute interocéanique du sud. Un autre exemple est le Pérou, où les priorités économiques entrent parfois en conflit avec les protections environnementales en raison des industries extractives et des demandes des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les ressources africaines jouent un rôle crucial dans la transition énergétique mondiale, avec plus de 50 % des dépôts de minéraux critiques du monde situés en Afrique. Des minéraux comme le cuivre, essentiel pour les technologies vertes, sont principalement extraits en République Démocratique du Congo et en Zambie. Dans un contexte de tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine, la compétition pour ces ressources s'est intensifiée, alors que les deux superpuissances cherchent à sécuriser les chaînes d'approvisionnement pour les technologies numériques et vertes. L'Afrique, cependant, fait face au défi d'extraire de la valeur de ces ressources tout en prévenant les pratiques d'exploitation.

Le forum a proposé des recommandations politiques pour renforcer les capacités des pays africains dans leurs négociations avec les puissances mondiales. Ces recommandations incluent la promotion de révisions des réglementations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour soutenir le nationalisme des ressources, la création de clusters régionaux de minéraux et le passage de pratiques extractives à des modèles plus durables et bénéfiques. L'Afrique a été encouragée à passer d'un rôle de « preneur de règles » à un rôle de « faiseur de règles », en développant des politiques qui priorisent le contrôle des ressources, les pratiques durables et les bénéfices économiques à long terme. Le renforcement des politiques de régulation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM), l'adoption de la double imposition et la considération de l'annulation de la dette comme une forme de réparation écologique ont également été recommandés pour accroître l'autonomie de l'Afrique sur les marchés mondiaux des minéraux.

La session s'est conclue en insistant sur la nécessité pour l'Afrique d'établir une équipe spécialisée de négociateurs avec une expertise approfondie dans les marchés des minéraux critiques. Avec des politiques claires et renforçantes, les pays africains peuvent mieux équilibrer le nationalisme des ressources et les investissements directs étrangers (IDE) pour assurer un avenir durable et prospère. De plus, le forum a souligné la nécessité pour les pays africains et latino-américains de collaborer dans la construction de cadres pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources, assurant que les gains économiques ne se fassent pas au détriment de la dégradation environnementale ou de l'inégalité sociale.

Sécurité et Application de la Loi

Le panel « Application de la Loi et Sécurité » a mis en lumière l'influence croissante de la coopération sécuritaire de la Chine au Panama et les tendances similaires en Afrique. Alonso Illueca (Université Santa María la Antigua au Panama) a indiqué qu'après que le Panama a établi des relations diplomatiques avec la Chine en 2017, celle-ci a lancé des projets de sécurité significatifs, notamment un Centre d'Opérations de Sécurité et d'Urgence équipé de technologies de surveillance avancées, similaires aux systèmes utilisés en Chine à Shenzhen et au Xinjiang. Cela a suscité des inquiétudes concernant la confidentialité et les droits humains, car cette technologie pourrait potentiellement être utilisée pour la surveillance autoritaire. L'influence de la Chine dans l'application de la loi au Panama inclut un traité d'extradition en attente et des accords de déportation, qui manquent de solides garanties juridiques, suscitant des craintes de violations des droits humains. En outre, l'importance stratégique du Panama, avec des actifs tels que le canal de Panama et les investissements d'infrastructure critique de la Chine, le place au centre d'une concurrence géopolitique plus large entre les États-Unis et la Chine.

Arhin Acheampong (Centre Afro-Sino de Relations Internationales) et Paul Nantulya (Centre Africain d'Études Stratégiques) ont souligné les préoccupations selon lesquelles des groupes criminels liés à la Chine et l'accès aux données via des collaborations en cybersécurité pourraient compromettre la sécurité nationale du Panama. Ils ont également établi des

parallèles avec l'Afrique, où l'influence de la Chine a grandi par la formation de personnel de sécurité, l'exportation de technologies de surveillance et des accords d'extradition. Les initiatives de « Villes sûres » de la Chine en Afrique reflètent les expériences du Panama, générant des débats similaires sur la vie privée et l'autoritarisme. Les intervenants ont conclu en soulignant que les nations africaines et latino-américaines devraient partager leurs idées et stratégies pour gérer l'influence chinoise, en se concentrant sur l'amélioration de la gouvernance démocratique, la transparence et la protection des droits humains dans les domaines de la sécurité et de l'application de la loi. La rivalité entre les États-Unis et la Chine pour l'influence pose des défis significatifs, et la recherche coopérative entre ces régions pourrait renforcer leurs réponses aux pressions externes.

Technologies Emergentes (IA, Espace)

La session « Technologies Emergentes » a examiné les avancées de la Chine en matière d'intelligence artificielle (IA), de cybersécurité et d'exploration spatiale, ainsi que les implications de ces technologies pour les nations africaines et latino-américaines. Modérée par le Dr. Donavon Johnson (Université Internationale de Floride), avec des interventions du Général de Division John Wharton (Université Internationale de Floride) et du Dr. Mnyandu Phiwokuhle (Université Howard), la session a mis l'accent sur la focalisation de la Chine sur l'IA et la cybersécurité, toutes deux considérées comme des priorités nationales par le Parti Communiste Chinois (PCC). La volonté de la Chine de privilégier la sécurité nationale sur la confidentialité individuelle a stimulé le développement de technologies de surveillance robustes, de plus en plus déployées au niveau national et exportées vers des pays du monde entier, souvent dans des régions à faible gouvernance. Wharton a souligné que d'autres nations devraient aligner leurs normes d'IA et de cybersécurité sur les normes mondiales, plutôt que d'adopter le modèle chinois qui intègre la technologie dans les mécanismes de contrôle de l'État.

La discussion a également abordé le concept de « souveraineté numérique » comme un objectif central pour la Chine, qui cherche à exercer un contrôle sur l'information numérique tant au sein de ses frontières que dans les pays partenaires. Le modèle stratégique d'engagement international de la Chine comprend trois niveaux : partenariat, partenariat stratégique et partenariat de coopération stratégique, permettant différents degrés d'influence dans les infrastructures numériques et de données étrangères. Les panélistes ont noté que l'exportation de technologie de la Chine vers des pays à faible capacité laisse souvent ces nations dépendantes des systèmes et normes chinois, ce qui peut avoir des implications pour leur souveraineté en matière de données. Cette réalité souligne la nécessité pour les pays africains de renforcer leurs capacités réglementaires pour gérer efficacement les investissements technologiques étrangers.

Un autre point clé de la discussion était le progrès significatif de la Chine dans l'espace, illustré par des réalisations telles que les atterrissages lunaires, l'exploration de Mars et le développement d'une station spatiale. Les investissements de la Chine dans les actifs spatiaux — tels que les satellites pour le GPS, les communications et le renseignement — illustrent son

intérêt stratégique pour la domination dans le domaine spatial. Les panélistes ont souligné le manque de réglementation internationale en matière de guerre spatiale, ce qui pourrait ouvrir la voie à une arène d'agression incontrôlée et de cyberattaques. Cette réalité suscite des préoccupations pour les pays du monde entier, en particulier ceux disposant de capacités spatiales limitées. La session a exhorté les pays africains à développer une expertise en technologie spatiale, plaidant pour une refonte des systèmes éducatifs afin de favoriser une compréhension approfondie des technologies émergentes.

Le forum a également souligné la nécessité d'une IA éthique et insisté sur l'idée que « celui qui contrôle les données sera roi », soulignant l'importance de la souveraineté et du contrôle des données. En conclusion, la session a appelé les nations africaines à investir stratégiquement dans l'éducation technologique, les cadres réglementaires et les partenariats multilatéraux pour se protéger contre une dépendance excessive à une seule puissance étrangère pour leur infrastructure technologique critique. Cette stratégie, associée aux efforts visant à établir la souveraineté et le contrôle des données, permettrait aux pays africains de mieux naviguer dans les changements géopolitiques et technologiques engendrés par l'influence croissante de la Chine dans les domaines de l'IA, de la cybersécurité et de l'espace.

Désinformation et Médias

Le panel « Désinformation et Médias » a exploré l'influence de la Chine sur les récits médiatiques mondiaux, les stratégies de désinformation et les initiatives de soft power en Afrique et en Amérique latine. Margaret Myers (Dialogue Interaméricain), María Montt (Pontificia Universidad Católica de Chile), Parsifal D'Sola (Fondation Andrés Bello) et la Dre Hlengiwe Dube (Université de Pretoria, Afrique du Sud) ont discuté de la manière dont la Chine adapte ses messages internationaux, traduisant stratégiquement des phrases pour éviter les connotations politiques, se présentant ainsi comme une nation amie en développement. Cette approche est soutenue par le réseau interne de centres de communication internationale de la Chine, établi dans 26 provinces depuis 2023, pour promouvoir des récits favorables à l'échelle mondiale. Ces centres collaborent avec des médias locaux pour promouvoir une image pro-chinoise, diffusant efficacement de la propagande sous le couvert d'échanges culturels bienveillants.

Hlengiwe Dube a noté la présence croissante de contenu à la fois américain et chinois en Afrique, reflétant une concurrence géopolitique plus large. Historiquement, la relation de la Chine avec l'Afrique a évolué, passant du soutien aux mouvements anticoloniaux à la priorité donnée aux partenariats économiques et commerciaux, en particulier dans les secteurs miniers critiques. Cependant, le manque de transparence quant aux détails et à l'impact des projets miniers chinois en Afrique a suscité des préoccupations. Cette opacité s'étend aux relations plus larges entre la Chine et l'Afrique, où les liens économiques sont souvent peu scrutés publiquement, laissant les populations locales dans l'ignorance des implications des projets d'extraction de ressources.

L'influence de la Chine en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC) a également été discutée, mettant en évidence l'engagement croissant de la région avec l'Asie. Les étudiants de l'ALC et de l'Afrique sont de plus en plus attirés par les universités chinoises, ce qui reflète l'usage efficace du pouvoir doux éducatif de la Chine pour établir des relations à long terme. Les plateformes de médias sociaux, en particulier TikTok, sont également devenues des outils importants pour façonner l'image de la Chine. Par exemple, des influenceurs populaires d'ALC et d'Afrique sont invités en Chine, où ils créent du contenu montrant les attractions du pays, contribuant ainsi à une image favorable de la Chine à l'étranger. Cette stratégie visant à engager des influenceurs sur les réseaux sociaux aide la Chine à atteindre directement les jeunes audiences, contournant les canaux de médias traditionnels qui pourraient la représenter moins favorablement.

Le panel a abordé le rôle de l'opinion publique dans la définition des investissements étrangers et des projets de développement, en particulier en Amérique latine, où des manifestations et des dissidences publiques ont retardé ou stoppé des projets soutenus par la Chine. Les médias locaux et occidentaux jouent un rôle crucial dans ces dynamiques, en façonnant souvent la perception publique et en influençant la viabilité des projets. Des pays comme la Colombie, conscients de leur dépendance aux investissements chinois, font face à des défis importants pour équilibrer les intérêts nationaux avec les pressions étrangères.

Le recours de la Chine à une « implication préventive » a été discuté, les panélistes notant comment la Chine encadre ses projets d'extraction de ressources en termes de développement durable et mutuellement bénéfique, bien que ces initiatives soient souvent perçues comme opportunistes. Les organisations de la société civile et les organisations locales de base sont vitales pour surveiller ces projets, mais leur influence varie en fonction de la transparence des médias et de la position du gouvernement local sur les investissements étrangers. Cette lacune a parfois permis à la Chine de prendre le contrôle de secteurs critiques avec une supervision publique limitée.

La session s'est conclue en notant que la stratégie médiatique nuancée de la Chine l'a positionnée à la fois comme un investisseur pragmatique et un allié culturel des nations en développement. Son succès dans la construction des récits médiatiques en Afrique et en Amérique latine, combiné à des investissements stratégiques et des campagnes d'influenceurs, illustre un modèle sophistiqué de soft power qui résonne avec les audiences du Sud global. Cependant, des préoccupations sur la transparence, l'influence médiatique et la responsabilité publique persistent, notamment à mesure que la Chine continue d'étendre son empreinte dans ces régions. Cette influence croissante souligne l'importance de promouvoir des médias indépendants et une gouvernance transparente pour garantir que les populations locales soient informées des implications à long terme des investissements chinois.

Discussion Ouverte/Réflexions Finales

Enfin, les participants ont souligné l'importance des études comparatives et des perspectives transrégionales, qui pourraient guider les futurs partenariats et initiatives académiques. Un participant de Tanzanie a mentionné la nécessité de sensibiliser localement aux activités de la République populaire de Chine, ajoutant que le journalisme et les données sont essentiels dans cet effort. Les participants ont souligné le rôle unique du Forum Afrique-Amériques dans la promotion de ces dialogues interrégionaux et se sont réjouis du forum en présentiel prévu pour l'année prochaine.